

Contrat État/ONF 2012-2016

Des forêts et des personnels ...sacrifiés

Aujourd'hui, un deuxième CTPC était convoqué pour traiter du projet de contrat qui sera présenté demain au conseil d'administration et qui sera malheureusement signé d'ici la fin du mois. Vous pouvez consulter le dernier document qui nous a été transmis sous le lien suivant :

<http://www.snupfen1.org/article634.html>

L'Etat sacrifie les forêts publiques sur l'autel du libéralisme.

Non, nous ne pouvons cautionner par notre présence un tel projet de contrat. Nous avons donc décidé de boycotter ce CTPC.

Les principales critiques que nous faisons sont :

- Après avoir détruit 1 emploi sur 5 depuis 10 ans et fortement dégradé les conditions de travail, l'État impose à l'ONF une hausse de l'activité ainsi que ...700 nouvelles suppressions de postes d'ici à 2016,
- Des mesures statutaires financées par les suppressions de postes,
- Une vision du maillage territorial en mouvement perpétuel. C'est le rythme des suppressions qui est stabilisé,
- Hormis le financement des MIG repris à 100% par l'Etat, sans être clair sur son montant, c'est toujours moins de financement de l'Etat et toujours plus d'attentes vis-à-vis de l'ONF,
- L'augmentation des cotisations pour les pensions civiles, la braderie des maisons forestières, et autres contraintes budgétaires,

Parce que ce contrat ignore l'intérêt général et relève d'un véritable choix politique, tous les responsables de ce désastre seront comptables devant les personnels, les citoyens et les générations futures.

Nous revendiquons l'examen du prochain contrat État/ONF par le Parlement pour un véritable débat démocratique et citoyen. Dès l'automne, nous inviterons les personnels à réfléchir ensemble, au cours d'assemblées, aux actions à mener.

"Quelle forêt pour nos enfants ?"